

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE



DIRECTION DES PREVISIONS, DES POLITIQUES
ET DES STATISTIQUES ECONOMIQUES

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



RAPPORT D'ACTIVITES DE LA DPPSE AU TITRE DE L'ANNEE 2021

JANVIER – DECEMBRE 2021

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
I/ BILAN DES ACTIVITES A FIN DECEMBRE 2021	2
I.1/ Gestion Administrative, Financière et Managériale	2
I.2/ Activités techniques.....	3
I.2.1/ Activités planifiées	3
I.2.2/ Activités non planifiées	7
I.2.3/ Diligences traitées	9
I-2.4/ Encadrement des stagiaires	11
II/ DIFFICULTES RENCONTREES.....	12
III/ PERSPECTIVES POUR LE PREMIER SEMESTRE 2022	13
CONCLUSION	14

INTRODUCTION

La Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques (DPPSE), est une Direction Centrale de la Direction Générale de l'Economie (DGE), créée par Décret N° 2016-600 du 03 août 2016, Portant organisation du Ministère auprès du Premier Ministre, Chargé de l'Economie et des Finances (MPMEF).

Elle a pour mission essentielle d'éclairer sur l'évolution de l'activité économique et d'aider à la prise de décision de politiques économiques.

De façon spécifique, la DPPSE est chargée de :

- Réaliser des prévisions économiques à court et moyen termes ;
- Moderniser les outils de pilotage de l'économie ;
- Suivre les politiques publiques ;
- Réaliser des prévisions des ressources publiques à court et moyen termes en liaison avec les services compétents du Ministère en charge du budget et du portefeuille de l'Etat ;
- Elaborer le tableau des opérations financières de l'Etat ;
- Elaborer la balance des paiements ;
- Préparer et suivre le programme économique et financier ;
- Elaborer tout projet de document du programme économique et financier ;
- Suivre la conjoncture et l'évolution des données statistiques de l'économie nationale et internationale, en vue d'anticiper les chocs et les points de retournement.

La DPPSE comprend cinq (05) Sous-Directions que sont :

- La Sous-Direction des Prévision Economiques (SDPE);
- La Sous-Direction de la Conjoncture (SDC);
- La Sous-Direction des Programmes et Politiques Economiques (SDPPE);
- La Sous-Direction des Politiques et Finances Publiques (SDPFP);
- La Sous-Direction de la Banque de Données et de la Diffusion (SDBDD).

Elle comprend également trois (03) services autonomes :

- Le Service Administratif et Financier (SAF) ;
- Le Service Qualité et Suivi-Evaluation (SQSE) ;
- Le Service Informatique, Documentation et Archive (SIAD).

Le présent document vise à faire le point des activités menées au sein de la Direction au cours de l'année budgétaire 2021.

I/ BILAN DES ACTIVITES A FIN DECEMBRE 2021

I.1/ Gestion Administrative, Financière et Managériale

▪ Gestion administrative

Le fonctionnement de la Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques, s'est fait au cours de l'année 2021 sur la base des orientations du Directeur, au regard des différentes missions à lui confiées.

La coordination des activités a permis de recourir aux services des Sous-Directions et Services Rattachés. Au niveau de la transmission des informations, l'on a enregistré au total 766 courriers arrivées et 107 courriers départs.

Des actes administratifs ont été réceptionnés et transmis au personnel (17 Attestations de travail, 56 autorisations d'absence et 42 attestations de présence). La notation des agents de la Direction ainsi que les besoins en personnel ont été acheminés au Service des Ressources Humaines et des Moyens Généraux (SRHMG).

Concernant le recrutement de nouveaux agents, il a été enregistré l'entrée de cinq (05) agents dont deux (02) contractuels et trois (03) fonctionnaires, portant ainsi l'effectif de la Direction à soixante-quatorze (74) agents.

▪ Gestion financière

L'exécution du budget de la Direction s'est faite à travers des engagements de factures pour les besoins divers, en tenant compte du niveau de crédits déterminés et des modifications de procédure budgétaire notamment le Budget Programme. Ainsi, au second semestre, le taux d'exécutions budgétaires a atteint 99,95%, favorisant à cet effet l'acquisition d'un certain nombre de matériels et mobiliers de bureaux, de fournitures de bureaux et de matériels informatiques et consommables. Le budget de la Direction a également permis :

- de prendre en charge les dépenses centralisées de la Direction ;
- de gérer la base de données des statistiques économiques et financières ;
- d'élaborer le cadre analytique du système de statistiques des finances publiques ;
- de coordonner les activités d'élaboration du cadre macroéconomique (Secteur réel, TOFE, balance des paiements prévisionnelle) et le suivi de la conjoncture économique et ;
- de faire la maintenance du parc informatique de la DPPSE.

▪ Gestion managériale

Six (06) réunions de direction ont été organisées en vue de planifier des activités ou de faire le point de leur exécution dans les Sous-Directions et Services Rattachés. Par ailleurs, plusieurs réunions ont eu lieu dans le cadre du suivi de projets spécifiques notamment, la préparation de la mission FMI relativement aux consultations au titre de l'article IV des statuts de ladite institution, le suivi de la conjoncture économique, la construction de modèle de prévisions macro-économétriques et la validation des TOFE.

Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre des activités liées à la gestion du Système de Management de la Qualité (SMQ) selon l'ISO 9001 : 2015 à la DGE, les processus **PR1** (Produire les informations économiques et financières) et **PR2** (Assurer la gestion de la politique économique et financière) ont été correctement mis en œuvre et les indicateurs de performance renseignés aux périodes indiquées.

Les revues n°3 des processus **PR1** et **PR2** tenues le 15 avril 2021, ont montré leur bon fonctionnement dans l'ensemble. Cependant, l'audit à blanc réalisé du 14 au 16 juin 2021, a mis en évidence des points sensibles, ce qui a été rigoureusement pris en compte. Il s'en est suivi la réalisation de l'audit de certification du SMQ de la DGE du 26 au 30 juillet 2021, par l'organisme certificateur BUREAU VERITAS. Au cours de cette épreuve, les processus **PR1** et **PR2** se sont bien illustrés et aucune non-conformité n'a été constatée. Toutefois, quelques recommandations d'amélioration ont été faites.

I.2/ Activités techniques

I.2.1/ Activités planifiées

Un plan d'actions stratégiques pourvu de onze (11) actions planifiées, a été élaboré pour être mis en œuvre dès le début de l'année. En plus, la révision dudit plan a permis de retenir dix (10) actions. Après l'évaluation de la mise en œuvre des actions à fin décembre, huit (08) d'entre elles ont été réalisées et deux (02) non réalisées par manque de financement.

▪ **Au titre du suivi de la Conjoncture Economique et financière**, la DPPSE a procédé à la collecte des données mensuelles pour le suivi de la conjoncture nationale et internationale. A cet effet, les productions obtenues sont :

- les flashes de conjoncture des mois de novembre 2020, janvier 2021, février 2021, avril 2021, mai 2021, juillet 2021, août 2021 et octobre 2021 ;
- les notes sur la situation économique et financière à fin décembre 2020, à fin

mars 2021, à fin juin 2021 et à fin septembre 2021 ;

- les « indicateurs conjoncturels » du dernier trimestre de 2020 et ceux du premier, deuxième et troisième trimestre 2021 ;
- les rapports d'enquête auprès du secteur bancaire au titre du dernier trimestre de l'année 2020 et ceux du premier, deuxième et troisième trimestre 2021. De plus l'on enregistre un rapport d'enquête auprès du secteur de l'hébergement et un rapport d'enquête auprès du secteur du transport routier ;

Au demeurant, la Direction a satisfait à différentes requêtes de la Direction Générale de l'Economie (DGE), en l'exemple de la production de la note spécifique sur les déterminants de la hausse des prix à la consommation, observée sur les cinq premiers mois de l'année. Aussi a-t-elle traité les requêtes du secteur privé et des structures publiques et parapubliques.

Elle a de plus organisé un séminaire de formation sur la désaisonnalisation et les techniques d'analyse conjoncturelle en deux étapes : la première étape s'est tenue du jeudi 18 au vendredi 19 novembre 2021, à l'immeuble Sciam à Abidjan et la seconde étape, du lundi 22 au vendredi 26 novembre 2021, à l'hôtel Mantchan de GRAND-BASSAM.

▪ **Au titre de la prévision macroéconomique**, la DPPSE s'est attelée à réaliser ses missions de production et d'analyse d'informations économiques et financières comme prévues dans le PAS pour la conduite de la politique économique. Ainsi, elle a procédé à la révision du cadrage macroéconomique au premier et second semestre 2021, puis elle a élaboré le rapport économique et financier (REF) 2022.

Par ailleurs, la Direction a organisé des ateliers de formation, à savoir :

- l'atelier de formation sur le modèle de prévision de la croissance du PIB du 12 au 15 octobre 2021, à YAMOOUSSOUKRO ;
- l'atelier de formation sur le modèle T21 Côte d'Ivoire du 06 au 10 décembre 2021 à Bingerville ;
- l'atelier de formation théorique sur le modèle d'équilibre général dynamique stochastique à MANTCHAN HOTEL de GRAND-BASSAM, du 20 au 23 décembre 2021.

- **Au titre des finances publiques**, la Direction a mené plusieurs activités planifiées au

nombre desquelles l'on enregistre :

- l'élaboration du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) mensuel de novembre 2020 à octobre 2021 ;
- la contribution au rapport de la surveillance multilatérale de l'UEMOA de la fin décembre 2020 et celle de la fin mars 2021 ;
- la tenue d'une séance de travail avec la DGBF portant sur la prise en compte des avantages en nature dans le TOFE, le 23 juin 2021 ;
- la tenue des séances de travail avec la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) en vue d'intégrer les données dans le champ du TOFE dans le cadre de l'élargissement du champ des statistiques de finances publiques ;
- le traitement des états financiers de 2019 de la CNAM pour la production de leur TOF ;
- la confection des tableaux 3 et 4 du Cadre d'Analyse Minimum (CAM) avec les données de fin 2020 ;
- l'organisation d'un atelier sur l'élargissement du champ du TOFE à l'ensemble de l'Administration Publique, notamment aux Unités Extrabudgétaires, selon le MSFP (2001/2014), du 28 septembre au 1er octobre 2021, à GRAND-BASSAM ;
- l'organisation d'un atelier pour la validation du TOFE selon le MSFP (2001/2014), prenant en compte l'enregistrement des opérations sur la base des droits et obligations constatés, la prise en compte des avantages en nature dans la rémunération des salariés et la validation des statistiques pour l'exercice 2020, des Etablissements Publics et Nationaux (EPN) et des Collectivités Décentralisées ;

▪ **Au titre du suivi du Programme Economique et Financier (PEF) et de l'analyse de la politique économique**, une (01) réunion en visioconférence de la Cellule Technique du Suivi du Programme Economique et Financier (CTSPEF) s'est tenue le 14 février 2021 dans les locaux de la DPPSE.

Dans le cadre des préparatifs de la mission de consultation au titre de l'article IV des statuts du FMI, plusieurs activités ont été menées. Il s'agit :

- de la collecte et du traitement des informations nécessaires aux préparatifs des consultations sur l'article IV des statuts du FMI ;
- de la communication sur le contenu du PEF suivi de l'édition et la diffusion des

documents cadres des 7^{ème} et 8^{ème} revues en janvier 2021 ;

- de la tenue d'une revue interne du 24 au 25 février 2021 ;
- de l'organisation d'un atelier de mise en cohérence des agrégats macro-économiques du 15 au 19 mai 2021, à Grand-Bassam ;
- de l'organisation et la coordination des consultations du 25 mai au 10 juin, assorti d'une Communication en Conseil des Ministres ;
- de la transmission régulière au FMI des données mensuelles et tableaux statistiques nécessaires pour le suivi du PEF (données de fin novembre 2020 à fin octobre 2021) ;
- de la tenue d'une deuxième revue interne du 31 août au 01 septembre 2021 ;
- de l'organisation d'un deuxième atelier de mise en cohérence des agrégats macroéconomiques du 20 au 24 septembre 2021, à GRAND-BASSAM ;
- de l'élaboration d'une communication en Conseil des Ministres (CCM) sur le cadre macroéconomique révisé ;
- de la tenue de trois (03) séances de travail dans le cadre du projet de mise en place d'un Système Intégré de Gestion du PEF (SIGPEF) respectivement les 24 août, 04 novembre et 05 octobre 2021 ;
- de l'organisation d'un atelier de validation du projet du Système Intégré de Gestion du Suivi du Programme Economique et Financier(SIGPEF) tenu du 29 novembre au 03 décembre 2021, à YAMOOUSSOUKRO.

- **Au titre de la balance des paiements (BDP)**, les estimations 2020 et les prévisions de la BDP sur la période 2021-2023 ont été élaborées en prélude à la mission de consultation au titre de l'article IV des statuts du FMI. De plus, sur la base des estimations à fin juin 2021, la BDP sur la période 2021-2025 a été élaborée en prélude de l'atelier de mise en cohérence des agrégats macro-économiques.

- **Au titre de la compétitivité extérieure**, une note sur la compétitivité du premier semestre 2021 a été élaborée.

- **Au titre de la gestion de la Base de données et de la maintenance**

Informatique, la DPPSE a poursuivi l'actualisation des informations disponibles sur son site web jusqu'en octobre 2021, a mis à jour la base de données du SIGSEF, et a assuré également la maintenance des ordinateurs et du serveur central. Elle a également préparé et organisé deux ateliers que sont :

- l'atelier de Validation des niveaux d'accès et mise à jour de la base de données du SIGSEF, du 08 au 11 septembre 2021, à YAMOOUSSOUKRO ;

- l'atelier de Restitution du dispositif de sécurisation du SIGSEF et formation des agents de la DPPSE en sécurité informatique, du 27 au 31 décembre 2021, à YAMOOUSSOUKRO.

De plus, les documents élaborés pas la Direction ont été publiés sur son site web. Il s'agit :

- Des notes sur la situation économique et financière à fin décembre 2020, à fin mars 2021, fin juin 2021 et fin septembre 2021 publiées respectivement en mai, juin 2021, septembre 2021 et décembre 2021;
- des flashes de conjoncture à fin novembre 2020, fin janvier 2021, fin février 2021 fin avril 2021, fin mai 2021, fin juillet, fin août 2021, fin octobre 2021 ;
- des TOFE mensuels à fin mars 2020, fin juin 2020, fin septembre 2020 et fin décembre 2020, mis en ligne en avril 2021 ;
- du rapport économique et financier (REF) 2021 ;
- du rapport d'activités de la DPPSE au titre de l'année 2020 ;
- du Rapport d'enquête auprès du secteur bancaire du premier trimestre 2021 publié le 05 juillet 2021 ;
- du résumé des agrégats du secteur réel 2015-2021 publié le 02 juillet 2021 ;
- des Hypothèses du cadrage macro-économique 2016-2021 publiées le 02 juillet 2021 ;
- du résumé des agrégats secteur réel période 2019-2021 publié le 22 octobre 2021 ;
- des hypothèses du cadrage macro-économique période 2020-2025 publiées le 22 octobre 2021 ;
- de la note de cadrage macroéconomique 2020-2025 publiée le 22 octobre 2021.

I.2.2/ Activités non planifiées

La DPPSE en tant que Direction stratégique, a pris part à des séances de travail, sur invitation d'autres structures. Il s'agit entre autre de :

- la participation aux réunions sur la dépense fiscale ;
- la participation aux travaux sur la loi de règlement de 2019 ;

- la participation aux travaux du CONAFIP ;
- la participation aux travaux de finalisation du PND 2021-2025 au cours des ateliers organisés par le Ministère du Plan et Développement ;
- la participation à l'atelier de rédaction du DPBEP 2022 – 2024 à Grand Bassam du 10 au 14 juin 2021 ;
- la participation aux travaux sur l'élaboration des Comptes Nationaux ;
- la participation au webinaire sur la gestion de l'observation de l'administration de la TVA organisée à WANSHINGTON le 16 mars 2021 ;
- la participation à un séminaire d'élaboration du Document Pluriannuel des Dépenses et Rapport Annuel de Performance (DPD-RAP) à N'SA hôtel de Grand-Bassam, du 17 au 18 juin 2021 ;
- la participation à l'atelier portant sur la mise en œuvre des droits constatés en matière de recettes à la Direction Générale des Douanes (DGD) et à la Direction Générale des Impôts (DGI) du 28 au 30 juillet 2021, à GRAND-BASSAM ;
- la participation au séminaire sur la conjoncture économique et les prévisions 2021-2024, du 22 au 26 novembre 2021 à OUAGADOUGOU (BURKINA FASO) ;
- la participation à l'atelier relatif à l'élaboration de la stratégie de la DGE du 26 au 27 octobre 2021 à ABIDJAN ;
- la participation à la deuxième réunion de l'observatoire des finances publiques du 23 au 25 novembre 2021, à OUAGADOUGOU ;
- la participation à l'atelier technique d'évaluation des impacts socio-économiques des mesures d'exonération en matière de TVA du lundi 19 au samedi 24 juillet 2021 à MANTCHAN Hôte de GRAND-BASSAM.
- la participation au séminaire d'élaboration de l'Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) Sabbat Plage/Assouindé du 25 au 31 juillet 2021 ;
- l'atelier de formation des journalistes, organisé par la Direction Générale de l'Economie, tenu du 21 au 23 octobre 2021, à GRAND-BASSAM, en qualité de formateur sur les statistiques de la balance des paiements ;
- l'atelier sur « Identifier les vulnérabilités de l'Afrique de l'ouest en vue de réponses opérationnelles » organisé par le Ministère du Plan et de développement avec l'appui technique de la FERDI, qui s'est tenu du 22 au 25 novembre 2021, à ABIDJAN.

I.2.3/ Diligences traitées

Durant l'année 2021, la DPPSE a été sollicitée par la hiérarchie pour de nombreuses diligences parmi lesquelles :

- la rédaction de la note pour le discours de SEM Alassane OUATTARA pour le 60ème anniversaire du Département Afrique du FMI ;
- l'élaboration de la note de coopération Côte d'Ivoire – FMI ;
- l'élaboration de la note et la présentation du diagnostic du financement de l'économie dans le cadre de l'élaboration du PND 2021-2025 ;
- l'élaboration de la note sur le bilan des réformes et résultats clés sur la période 2016-2020 ;
- l'élaboration du CCM sur la fin des conclusions des consultations article IV ;
- l'élaboration de la note sur la compétitivité extérieure du premier semestre 2021 ;
- l'élaboration de la note sur les évolutions de la balance des paiements à court et moyen terme ;
- l'élaboration de la note sur l'exécution du PEF à fin décembre 2020 ;
- l'élaboration de la note sur le bilan du PEF 2016-2020 en décembre 2020 ;
- l'élaboration de la note sur les options de programme (engagements) entre la Côte d'Ivoire ;
- la rédaction de la note sur la stabilité macroéconomique dans le cadre des préparatifs de l'appui budgétaire de l'UE ;
- l'élaboration de la note sur les mobilisations de l'Euro bond 2020 et 2021 ;
- l'élaboration de la note d'analyse de la CCM relative à l'évaluation de la performance dans le cadre du budget programme ;
- l'élaboration des notes préparatoires aux réunions virtuelles de printemps 2021 du FMI et du groupe de la Banque Mondiale ;
- l'élaboration de la note sur la réunion virtuelle des chefs d'Etat et de Gouvernement sur l'architecture de la dette internationale et les liquidités du 29 mars 2021 ;

- l'élaboration de la note sur la gestion de la dette et liquidité ;
- l'élaboration de notes sur l'impact de la covid-19 sur l'économie Ivoirienne ;
- l'élaboration de notes sur l'impact du rationnement de l'électricité sur l'économie Ivoirienne ;
- la simulation de chocs sur l'économie ivoirienne en relation avec le rationnement de l'électricité.
- l'identification des risques budgétaires et l'élaboration du document sur la « Déclaration des Risques Budgétaires » (DRB) ;
- l'élaboration des documents relatifs aux différentes notations (Standard and Poor's, Fitch Ratings) ;
- l'actualisation de la note d'information sur l'Euro bond en juin 2021.
- les réponses à plusieurs questionnaires dans le cadre des interviews du Ministre de l'Economie et des Finances ;
- la participation à l'élaboration de la matrice du PTA dans le cadre du rapport sectoriel du PND 2021-2025.
- l'élaboration de la note sur les évolutions de la balance des paiements à court et moyen terme ;
- le traitement du questionnaire GIZ sur l'analyse des études socioéconomiques et énergétiques des cinq dernières années ;
- l'élaboration de la note sur le Projet de résolution pour l'allocation générale de Droits de Tirage Spéciaux (DTS) à hauteur de 456 milliards DTS ;
- l'élaboration de la note sur le rapport d'article IV du FMI ;
- l'élaboration de la note d'intervention de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances à la conférence organisée par la Standard Chartered Bank lors Assemblées annuelles du FMI-GBM ;
- l'élaboration de la note sur les progrès réalisés en 2020 pour le maintien d'une stabilité macroéconomique crédible et pertinente dans le contexte du plan de lutte contre COVID 19, dans le cadre du programme d'appui budgétaire de l'Union Européenne de soutien à l'économie dans le contexte de la crise du covid-19 en Côte d'Ivoire (PSRE-Covid-CI) ;
- l'élaboration de la note sur la relance économique post Covid-19 ;
- l'élaboration de la note sur la coopération Côte d'Ivoire – FMI en septembre 2021 ;
- l'élaboration de la note sur le bilan du PEF 2016-2020, réformes et résultats clés ;

- l'élaboration de la note sur les évolutions récentes et les perspectives économiques de la CIV dans le cadre des Assemblées Annuelles FMI-GBM ;
- l'observation du rapport de l'Agence Moody's sur la revue de la Notation souveraine de la Côte d'Ivoire ;
- l'élaboration de la note sur « FMI et AFRIQUE, 77 ans de coopération au service du développement en Afrique » ;
- la synthèse et l'observation de la CCM relatives aux assemblées annuelles du FMI et du Groupe de la Banque Mondiale (GBM) ;
- le renseignement de la matrice situationnelle des politiques et réformes dans le cadre de l'évaluation CPIA 2021 ;
- l'élaboration de la note sur « Politique de modernisation de l'économie et apport des experts-comptables / un regard des autorités gouvernementales » ;
- l'observation et la synthèse de CCM, rapports et documents divers.

I-2.4/ Encadrement des stagiaires

Au cours de l'année, la Direction a reçu douze (12) stagiaires provenant de différentes écoles et universités, dans le cadre d'un appui technique. Le tableau suivant présente les noms, les thèmes de stage et les niveaux des stagiaires.

NOM ET PRENOMS	THEME	NIVEAU
DIOMANDE HAMED	Effets du développement de la BRVM sur la croissance économique en côte d'ivoire	Etudiant GPE (ABIDJAN)
KOUAME REGIS	Effet dynamiques du PIB et de la dette : une analyse de séries temporelles	Etudiant licence d'Economie mathématique university of greenwich (Londres)
SAVANE MASSANDJE MIRIAM	L'impact de l'industrialisation du cacao sur l'économie ivoirienne	Etudiante en licence d'économie de Georgia State University (USA)
MASSIAMI MIMY BAMBA	Les effets de la politique fiscal sur les investissements du secteur privé en côte d'ivoire	Etudiante en Master 1 d'économie mathématique à L'Université INSEAD (France)
ADAMA RAKIM FOFANA	Les déterminants de la demande d'investissement en côte d'ivoire	Etudiante en Licence mathématique Economie Université de LYON (France)

OUATTARA ZEINAB	L'agriculture ivoirienne et la croissance économique	Etudiante en licence 2 d'économie mathématique Université PANTHEON SORBONE (France)
KOFFI SUAME JOSE ABEDNEGO	Impact des services de transports dans l'économie de la côte d'ivoire	Etudiant en Master 2 d'économie à l'Université FELIX HOUPHOUET BOIGNY DE COCODY (ABIDJAN)
N'DORI FLORENT	Impact des IDE sur la croissance économique en côte d'ivoire	Etudiant en Master 2 d'économie à l'Université FELIX HOUPHOUET BOIGNY DE COCODY (ABIDJAN)
KOFFI ANITA	Pas de thème	Etudiante en Master 2 (stage de perfectionnement)
DIOMANDE HERMANN	Pas de thème	Etudiant en Master 2 (stage de perfectionnement)
COULIBALY ABOUBAKAR	Pas de thème	Etudiant en Master 2 (stage de perfectionnement)
ESMEL ALEX DAVID YOANN	L'impact de la COVID_19 sur le secteur tertiaire ivoirien.	Licence 3 en sciences économiques (Stage école en côte d'ivoire)
OUATTARA BEN ALI	Crédit et croissance économique : quel lien en Côte d'Ivoire.	Master en Gestion de la Politique Economique
DIBY DESIRE	Prévisions infra-annuelles d'indicateurs conjoncturels de la Côte d'Ivoire : Cas de l'IHPI.	Master en Gestion de la Politique Economique

II/ DIFFICULTES RENCONTREES

En dépit de la détermination de la DPPSE au travail, elle éprouve des difficultés à aller relever certains challenges. Il s'agit :

- de l'insuffisance de financement des formations dans le cadre du renforcement des capacités des agents ;
- du manque de financement des certaines activités novatrices ;
- de l'insuffisance de véhicules pour les déplacements dans le cadre des réunions à l'extérieur ;

- la non mise à disposition de documents pour la production du TOFE équilibré dans les délais ;
- du retard dans la prise de dispositions pour la sécurisation du serveur (acquisition d'antivirus, serveur de sauvegarde externe, serveurs de sauvegardes NAS...) ;
- de l'insuffisance de personnel technique pour plus de célérité dans la réalisation des activités ;
- de l'absence de plan de gestion des carrières des agents ;
- de l'insuffisance des bureaux pour le un bon déploiement des agents ;
- de l'insuffisance du budget de fonctionnement de la Direction ;
- de la non optimisation du réseau internet du fait du non déploiement du serveur ;
- de la non mise à disposition des ressources nécessaires au fonctionnement des comités ACE et TOFE.

III/ PERSPECTIVES POUR LE PREMIER SEMESTRE 2022

Pour le premier semestre de l'année 2022, il est envisagé la réalisation des activités suivantes :

- la production des TOFE mensuelles et la poursuite les travaux liés à la reformes des Statistiques de Finances Publiques selon le MSFP 2001/2014 dans le cadre du Comité PSF ;
- la production du TCER ;
- la réalisation des activités liées au SMQ de la DGE à travers la gestion des processus de réalisation PR1 et PR2 ;
- la poursuivre les travaux de perfectionnement du modèle macro-économétrique de prévision et de simulation ;
- la réalisation de l'enquête de conjoncture auprès des secteurs hébergement, Bancaire, transport routier et commerce de gros ;
- la révision en mars du cadrage macroéconomique sur la base des données à fin décembre 2022 ;
- l'actualisation de la base de données et du site web de la Direction ;

CONCLUSION

Au cours de l'année 2021, la Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques a réalisé avec succès des activités relevant de ses missions régaliennes et celles relatives aux diligences en provenance de la hiérarchie.

Cependant, elle connaît des difficultés constituant une entrave à la réalisation d'activités novatrices, notamment le manque de financement des activités et l'inaccessibilité aux informations dans des délais raisonnables.

Pour le premier semestre de l'année 2022, la Direction envisage de redoubler d'effort dans la réalisation de ses activités en vue de maintenir sa performance légendaire.